

Mes chers amis,

J'ai quelque chose à vous dire. Il faut que les photographes m'en laissent la possibilité. On peut applaudir les photographes, qui font aussi leur travail. Voilà. On ne pourra pas dire que je ne suis pas rempli d'abnégation.

Mon premier mot va à ceux, plus de 1500, qui sont dans les amphithéâtres voisins. Ils n'ont pas pu entrer dans cette salle. S'ils ont la patience d'attendre à la sortie, j'irai leur rendre visite dans chacun des deux amphis. Qu'ils soient remerciés d'avoir accepté cette discipline, en raison du grand nombre de personnes présentes dans cette salle, entre 3500 et 4000, me dit-on.

Merci de votre présence, merci d'être venus pour un moment important de campagne.

Vous me permettrez de saluer les parlementaires qui m'ont accompagné. Le premier de la liste, c'est Jean Lassalle, des Pyrénées Atlantiques. Je suis heureux de le saluer. Le deuxième est aussi un parlementaire des Pyrénées Atlantiques, il s'appelle Didier Borotra, le sénateur-maire de Biarritz. Le troisième est un futur parlementaire des Pyrénées-Atlantiques, il est président du conseil général, Jean-Jacques Lasserre. Philippe Arnault, sénateur des Charentes. Jean-Jacques Jegou, sénateur du val-de-Marne. Valérie Létard, sénateur du Nord. Catherine Morin-Desailly, sénateur de Seine-Maritime. Gérard Vignoble, député du Nord. Daniel Soulage, député du Lot-et-Garonne. Marielle de Sarnez, député européen, directrice de campagne. Jean-Marie Cavada que vous venez d'entendre, député européen. Jean Dionis du Séjour, député du Lot-et-Garonne. Jacqueline Gourault, sénateur du Loir -et-Cher. Nicolas Perruchot, député-maire de Blois. Mon ami Pierre Minjucq, conseiller général, conseiller régional, ancien député qui a fait en ma compagnie tout le parcours qui nous a conduit dans cette salle. Si j'en oublie, je vous en demande par avance pardon.

Je veux saluer les conseillers généraux et régionaux, Geneviève Darrieussecq, Marc Matera, Véronique Fayet, Laurence de Sertines, Jean-Charles Paris, Didier Casabone, Alain Casabone, Philippe Ménard.

Vous avez bien senti que j'avais la gorge nouée. Je ne ferai pas semblant que cela ne soit pas le cas. C'est très émouvant pour moi. Votre présence si nombreuse, bien sûr. Et puis les milliers de souvenirs qui m'attachent à cette ville. Comme Didier l'a rappelé, c'est la ville de ma jeunesse. Entre le cours Victor Hugo où se trouve le lycée Montaigne, le lycée Camille Julian que je veux saluer tout spécialement, et puis le campus de Bordeaux III à Talence, il y a beaucoup de souvenirs. Beaucoup d'amitié. D'amour. C'est en effet la ville où je me suis marié, où j'ai eu mes deux premiers enfants. C'est la ville où d'autres de mes enfants ont fait leurs études. Je veux en saluer un spécialement, quelque part dans la salle, que je n'ai pas vu, mais dont je suis heureux de la présence. C'est la ville de ma jeunesse. On a avec la ville de sa jeunesse un lien qui ne peut pas se dissoudre, un lien qui tient aux rêves qu'on y a conçus, aux liens qu'on y a noués.

Et puis, c'est la ville de quelqu'un que j'ai beaucoup aimé, et vous aussi. Beaucoup respecté. Admiré. Il s'appelait Jacques Chaban-Delmas. Dans la trace qu'a laissée Jacques Chaban-Delmas, il y avait exactement l'idéal que nous sommes en train de porter. Je ne veux pas faire de captation d'héritage. D'autres s'en réclament, s'en réclameront. C'est le propre des grands hommes que d'avoir plusieurs héritiers. Il y eut un lien personnel fort, et certains en furent témoins, entre lui et moi à une époque où il était le doyen du conseil régional d'Aquitaine, où j'étais le benjamin de ce conseil. Lui en tant que doyen, moi en tant que benjamin, nous devions dépouiller les scrutins dans lesquels la majorité était acquise à ses opposants, lui-même affectant de ne présenter qu'une candidature de témoignage. J'ouvrais les enveloppes. Au bout de ce chemin, Jacques Chaban-Delmas était élu quand même président du conseil régional d'Aquitaine. Dans ces votes, il y avait beaucoup d'habileté. Il n'en manquait pas. Il y avait de la manoeuvre, il ne le laissait pas de côté. Deux

composantes lourdes comptent dans l'héritage de Chaban. La Résistance. Les liens forgés pendant la Résistance qui ne s'effacent plus. L'idée pour une région comme pour un pays où les clivages doivent laisser la place au rassemblement. Cet héritage-là, je le revendique.

Votre présence si nombreuse dit quelque chose que vous avez senti. Que beaucoup d'autres commencent à sentir. Cela fait l'objet de commentaires. Elle dit que dans la politique française, quelque chose est en train de changer. Elle dit qu'un mouvement est parti. Que ce mouvement est une vague. Cette vague, je vous le dis ce soir à Bordeaux, ne s'arrêtera pas. Je souhaite vous dire pourquoi en quelques mots. Naturellement parce que notre pays a besoin d'un changement d'approche politique. Naturellement parce qu'il a vécu vingt-cinq ans de cet affrontement absurde, de cet antagonisme stérile entre deux partis, l'UMP et le PS. Ils se sont partagés le pouvoir constamment. Le résultat est sous nos yeux. Il y a vingt-cinq années que quand l'un est au pouvoir, l'autre le combat. Et l'autre vient au pouvoir qu'aussitôt l'un essaie de le détruire. Chaque fois qu'il y a une alternance, ceux qui arrivent démolissent ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs. La France en souffre. La France l'a compris. Elle n'en veut plus. Voilà la raison de votre présence ici.

Il y a naturellement des différences de personnalités. Il ne m'appartient pas de les examiner. Mais il y a une question de société. Je m'arrête une seconde sur cette question de société. Ma conviction est que la France ne veut ni la société de l'un des candidats que l'on essaye de nous imposer, ni la société de l'autre. Celle que porte Nicolas Sarkozy, je veux le dire avec les mots les plus économes que je peux, est une société dure. Dure pour les uns. Douce pour les autres. Dure pour les faibles, douce pour les puissants. Elle ne ressemble pas au modèle républicain qui est le nôtre. Je sais que ces temps-ci Nicolas Sarkozy a multiplié les citations de gauche, d'extrême-gauche, d'ultra-gauche, de Jaurès, de Blum et bientôt de Marx et de Engels. Cela m'a rappelé une histoire de chez nous. Un renard rêvait d'entrer dans le poulailler. Mais il était assez repérable, ce renard. Il a eu cette idée de ramasser toutes les plumes qu'il a pu trouver. Il s'est couvert de plumes. Mais il n'a pas réussi dans ce poulailler. La maîtresse de maison faisait bonne garde. Le maître de maison aussi, pour une raison simple : ce n'est pas parce que le renard se couvre de plumes qu'on va le prendre pour une poule. Ceci est une loi qui vaut pour les responsables politiques qui jadis disaient qu'ils étaient fiers d'être de droite et qui aujourd'hui, multiplient les citations de l'autre bord.

Je suis en désaccord avec Nicolas Sarkozy sur un autre point : il oppose constamment deux France. Il a coutume par exemple, de faire applaudir dans ses meetings l'idée de ceux qui se lèvent tôt et ceux qui ne se lèvent pas. Nous sommes nombreux dans cette salle à être de ceux qui se lèvent tôt. Après tout, nous avons tous dans notre histoire personnelle, eu la chance, c'en est une, de se lever tôt. Je suis très ému ces temps-ci parce qu'un petit incident de campagne a fait que, désormais partout où je me déplace, soit on me montre des photos de tracteurs, soit on m'offre des tracteurs miniatures. Cela me rappelle une part de mon histoire. Avoir rencontré la mort de ses proches vous oblige parfois de faire des choix. Assumer des responsabilités qu'on n'avait pas prévues. De travailler, avec ses mains. Je suis fier de l'avoir fait. Je partage cette fierté avec tous ceux, paysans, agriculteurs, qui travaillent avec leurs mains. C'est vrai qu'ils se lèvent tôt. Ils ont raison d'en être fiers. Mais je veux dire une chose : ceux qui ne se lèvent pas, ou plus, pour la plupart d'entre eux, ils souhaiteraient aussi avoir un travail. Un bon travail. Se lever le matin. Être respectés. Ils aimeraient qu'on ne les fasse pas siffler dans les meetings.

Il est vrai que je n'aime pas l'idée qu'il y a en France des réseaux de pouvoir, des réseaux d'amis, de puissances. Avec lesquelles on s'arrange. Nous aimons la République. Comme elle est. Avec ses valeurs. Toutes simples. Celles qu'on enseigne dans l'école primaire de notre pays. Nous aimons la République qui s'appelle liberté, qui s'appelle égalité, qui s'appelle fraternité. Egalité devant la loi. Egalité devant les grandes décisions politiques. Egalité devant les nominations.

De l'autre côté, je suis en désaccord avec une société dont on ne voit pas encore bien les contours.

On en sait une chose : nous sommes en train de revenir à un modèle de société que nous avons essayé. Qui a échoué. Qui repose sur l'idée que l'État va s'occuper de tout. Pour nourrir cet État-là, l'État que nous propose Ségolène Royal, il faudra augmenter considérablement les impôts du pays. Un pays dans lequel nous sommes déjà en tête de tous les classements du monde en matière de prélèvements, de taxes de toutes sortes. Je ne veux de la société ni de l'un ni de l'autre. Il se trouve que les Français ne veulent pas non plus de ces deux modèles de société. C'est pourquoi nous allons nous servir de cette élection présidentielle, singulièrement du premier tour, puis du deuxième tour de cette élection, pour montrer que nous avons besoin de notre modèle de société républicain.

Nous, nous sommes des gens simples. Nous voulons une République honnête. Nous voulons une télévision loyale. Nous ne voulons pas d'une télévision partisane. Nous voulons un président de la République qui soit en bonne relation avec tout le monde. Avec le monde de l'industrie, avec le monde de l'économie, avec le monde des médias, qui ne soit jamais dans une démarche de connivence ni de soumission avec ces mondes. Nous voulons un président de la République dont les valeurs lui permettent d'être indépendant de toutes ces puissances. Nous voulons un État qui ne soit pas aux mains de réseaux, quels qu'ils soient. De clans, quels que soient ces clans. Des intérêts bien compris des uns ou des autres, quels que soient ces intérêts. Ni même d'un parti, quel que soit ce parti.

Nous sommes les héritiers, nous, ce grand peuple républicain, de ceux qui veulent un État impartial, un État loyal, un État qui respecte tout le monde, devant lequel chacun sera à égalité. J'ai beaucoup aimé Raymond Barre. Je l'aime toujours beaucoup, mais spécialement pendant cette campagne de 1988 que nous avons menée ensemble. Elle était entièrement fondée sur ce thème. Je ne reconnais cet État impartial ni dans l'un ni dans l'autre. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut mener ce combat. Il y a un humoriste américain qui se trouvait dans cette situation si nous n'avions pas été là. Il regardait ces deux partis qui leur enlève une part du choix. Il avouait son insatisfaction devant l'un, devant l'autre. Il finissait par dire : « Il n'y a qu'une seule chose qui me console, c'est qu'ils ne pourront pas être élus tous les deux à la fois. » Nous avons plus de chance ! Nous pouvons devancer l'un au premier tour et battre l'autre au deuxième tour !

Nous ne voulons pas, je le redis, d'un état-UMP. Nous ne voulons pas d'un état-PS. Je ne veux pas non plus d'un état-UDF. Même si cela peut surprendre. Je souhaite un État impartial. Un État de tous les Français. Celui où chacun sera à égalité devant la Loi et devant le mérite. Pour garantir à chaque Français que l'État que nous construirons ne sera pas un État contre un autre, il est capital de prendre la décision de le reconstruire avec les républicains de droite et les républicains de gauche. Avec les républicains du centre. Avec tous les républicains. Un gouvernement que je nommerai, élu président de la République, qui réunira, rassemblera tous ceux qui veulent reconstruire le pays.

Cela s'appelle le rassemblement, un très beau mot.

Jean-Marie (Cavada), tu as eu parfaitement raison de reprendre ce mot. J'emploie ce mot en 2007, comme quelqu'un qui était plus grand que moi, le Général de Gaulle, l'utilisait en 1958. Il signifie, ce mot, que ce ne sont pas les partis qui dominent la France, c'est la France qui domine les partis. Cela signifie aussi que nous serons capables de dépasser les clivages. Bien sûr que nous avons chacun notre identité. Il y a dans cette salle des hommes et des femmes de droite. Du centre. De la gauche. Tous ont leur histoire. Leurs valeurs. Leur patrimoine personnel et familial. Mais nous avons une différence avec les autres. Ce n'est pas parce qu'ils sont différents qu'ils ne peuvent pas travailler ensemble. C'est comme autour de la table de famille. Le temps n'est plus où tout le monde pensait la même chose. Où dans l'entreprise tout le monde pensait de même. Le temps est maintenant à la diversité des idées. A leur respect. Ce qui est arrivé à toutes les familles, à toutes les entreprises, il est temps, mes chers amis, que cela arrive en France. C'est la raison pour laquelle, pendant toute cette campagne électorale, je penserai à l'après de l'élection. Il existe une grande

différence entre ceux qui pensent à l'élection et ceux qui pensent à l'après-élection. Les premiers pensent qu'ils peuvent tout se permettre. Un institut indépendant associatif a chiffré les programmes des uns et des autres. Les promesses du parti socialiste se montent à 70 milliards d'euros de dépenses supplémentaires dans un pays qui est déjà grevé par un déficit budgétaire de quarante à cinquante milliards d'euros. Le programme de l'UMP avoisine ces dépenses et en plus, l'engagement de baisser les recettes de soixante-dix milliards.

Dans chaque cas, ce sont des dizaines de milliards d'euros en supplément d'emprunt sur la tête des plus jeunes d'entre nous. Ceci est pour moi inacceptable. Je me suis fait le serment au cours de cette campagne, je le tiens une nouvelle fois devant vous, qu'il n'y aura pas une réunion publique, pas une prise de parole à la radio ou à la télévision, où je ne rappellerai ce problème de la dette. Notre premier devoir est de penser à ceux sur le compte de qui nous sommes en train de signer des chèques sans provision. Une dette incroyable de 1214 milliards d'euros, ajoutez-y le paiement des retraites ! Nous serons bientôt plus nombreux retraités qu'actifs. Penser à eux qui auront à supporter l'allongement de la vie, donc la santé de leurs parents. Une santé qui coûtera de plus en plus cher. Quand on est adulte dans un pays citoyen et responsable, on ne peut l'accepter. Voilà pourquoi je ne ferai pas les promesses par dizaines de milliards d'euros. Voilà pourquoi je m'engage à ne pas augmenter les impôts, ni faire la promesse fallacieuse de les baisser. Je m'engage simplement à ce que nous ne prenions plus à l'avenir aux Français davantage que nous ne leur prenons aujourd'hui. Qu'on arrête de pomper la substance de ce pays ! Qu'on rééquilibre les comptes ! Que nous ayons la fierté de se dire qu'au moins, enfin, à partir de 2007, nos enfants pourront nous regarder dans les yeux parce que nous n'aurons pas tiré de traites sur leur vie future et sur leur travail.

Comme je suis entouré de personnalités rigoureuses, comme j'ai à mes côtés Charles-Amédée de Courson, qui n'est pas là ce soir, le comptable le plus redouté à l'Assemblée nationale, magistrat à la Cour des comptes, rigoureux, il présentera en mon nom le bilan chiffré exact des promesses que nous ferons. Il montrera de quelle manière nous ne financerons jamais les promesses en augmentant le déficit, mais en faisant des économies dans la manière dont le pays si mal géré a besoin pour qu'on rééquilibre l'état de ses finances publiques.

Je voulais ce soir à Bordeaux traiter, après avoir parlé de ce préambule, du modèle républicain. Le modèle social français tel qu'il est à mes yeux. Sa défense et sa promotion. Nous sommes un peuple audacieux. J'allais presque dire gonflé... Choisir comme devise nationale, non pas comme les autres pays, l'exaltation de la tradition, du peuple auquel nous appartenons, ou bien quelque fois l'homme rendu au Dieu qui a permis le lien direct avec le peuple, mais l'énoncé de trois vertus universelles, Liberté, Egalité, Fraternité, cela ressemble à un peuple de haut idéal. Qui a une haute idée de ce qu'il peut apporter au monde. Quelles sont finalement ces trois vertus ?

Trois vertus de résistance. Parce que la liberté n'est pas naturelle. Ce qui est dans l'ordre de la nature, c'est la servitude. La loi du plus fort. L'égalité n'est pas plus naturelle. C'est l'inégalité qui l'est. La fraternité non plus. Ce qui relève de l'état de nature, c'est le chacun pour soi. Nous, Français, avons choisi de présenter au monde comme notre idéal national l'énoncé de trois vertus de résistance. Ce projet de résistance, je le dis en votre nom, nous en avons besoin pour vivre et être heureux. Le monde a également besoin de ce projet de résistance. Vous êtes chacun témoin de ce qui prévaut sur la planète. S'avance sur cette planète comme un rouleau compresseur le modèle de la loi du plus fort. De la loi du plus riche. Il envahit peu à peu, subtilement et quelque fois violemment, les sociétés de tous les continents. Nous, peuple français, portons un autre modèle. Ce n'est pas la loi du plus fort. C'est la loi du plus juste. Dans le monde où nous allons vivre, un monde de compétitions, de dureté extrême, cette loi du plus juste mérite d'être défendue. Deux exemples pour l'illustrer. Un qui appartient au passé, l'autre qui sera, je l'espère, du futur. Moi qui ai souvent eu des débats rudes avec Jacques Chirac, j'ai été fier lorsque la France a adopté la position de ne pas aller en Irak. Jacques Chirac a résisté au nom de la France. Comme président de la République

française, il a résisté à la loi du plus fort. Il a défendu la loi du plus juste. Des candidats, d'un bord ou de l'autre, ont utilisé le mot d'arrogance. Elle n'aurait pas dû l'être selon eux, au moment d'utiliser le droit de veto au conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies. Je considère que ce n'était pas de l'arrogance de la part de la France, c'était de la fidélité. Fidélité à sa vocation, à ses valeurs, à l'idée qu'elle se fait de l'avenir du monde.

L'autre exemple concerne un sujet compliqué et douloureux. L'immigration. Une réalité dont on parle généralement en terme de répression, de reconduites à la frontière, de vérification, de lutte contre... Je sais bien que cela est nécessaire. Au moins pour qu'il n'y ait pas d'appel d'air. Mais je veux vous confier quelque chose, du fond de mon coeur : je ne crois pas que le problème de l'immigration se régle par la répression. Par la police. Par les douanes. Par les chiens policiers. Par les murailles. Par les miradors. Par les canonnières. Quand vous avez à quelques centaines de kilomètres de chez vous, les vingt peuples les plus pauvres de la planète qui font face aux dix peuples les plus riches de la planète, vous aurez beau construire les murs les plus hauts, les pauvres iront chez les riches parce que c'est le seul moyen de sauver leur vie. Cela dure ainsi depuis le début des temps. Si l'on s'inquiète de vagues migratoires trop fortes, on a le droit de s'en inquiéter, cela ne s'apparente pas au racisme. Deux histoires à ce sujet. Je suis allé récemment dans deux régions de notre Outre-Mer. En Guadeloupe. Il s'y développe un mouvement de rejet, de racisme à l'égard des Haïtiens qui viennent s'installer en Guadeloupe. Phénomène d'autant plus surprenant que ces hommes, ces femmes sont les frères de sang des Guadeloupéens. Ils étaient sur les mêmes bateaux, lorsqu'ils furent déportés comme esclaves. On a posé les uns en Guadeloupe, les autres en Haïti. Ils sont frères de sang et ils se détestent parce que toute population qui voit arriver un trop grand nombre de personnes se sent déstabilisé et développe des réactions de rejet.

Je suis allé à Mayotte. Dans l'océan indien. Il y existe un immense mouvement de rejet contre les Comoriens. Plus que des frères de sang, ils sont de mêmes familles, Maorais et Comoriens. Parce que ceux-ci viennent trop nombreux s'installer à Mayotte, demander ou acquérir des droits pour être soignés à l'hôpital de Mayotte. Tous les peuples qui se trouvent rejoints par des populations trop nombreuses sont déstabilisés et rejettent. Il faut avoir le courage de regarder les choses en face et de dire ceci : si nous voulons une vraie politique de maîtrise et de régulation de l'immigration, ce n'est pas en France que cela se joue, à l'abri de nos frontières ou de celles de l'Europe, c'est en Afrique que cela se résoudra. Il faut que nous prenions conscience de l'injustice de la politique qui fut menée en notre nom pendant des décennies qui consiste à arracher des centaines de millions de paysans de leurs terres. Ils y avaient leurs habitudes, leurs traditions. On les jette dans des bidonvilles. En quelques mois, ils perdent tout repère. Toute vie de groupe. Toute santé. Ils meurent du sida. Ou sont prêts alors à tout pour quitter ce pays qui était le leur. A la nage, en bateau, en radeau, ils s'en iront en rampant. C'est ainsi que cela se passe. Comme à Ceuta et Melilla.

Nous devons donc changer de politique en Afrique. Ce sera la fierté de la France et du nouveau président de la République française, de défendre en Afrique aussi la loi du plus juste. Nous devons concevoir pour l'Afrique ce dont nous avons bénéficié à la Libération : un plan Marshall avec des aides conséquentes pour les aider à se développer. Ainsi que la garantie que ce soit aux Africains que soit reconnu le droit d'équiper et de nourrir l'Afrique. C'est le seul moyen, il n'y en a pas d'autres, de rendre leur dignité aux Africains. Réguler l'immigration demandera une politique rigoureuse et généreuse.

Comme vous le sentez, ce que je suis en train de décrire n'est pas un petit chapitre d'un petit programme. C'est une vision que portera la France à côté des autres pays du monde, et je l'espère, à côté et au nom des autres pays d'Europe ! C'est notre fierté que nous retrouvons, dès l'instant que nous concevons des projets capables de s'adresser au monde. La France a une vocation universelle, même si beaucoup s'en moquent. Ce sera par l'Europe que cette vocation universelle pourra désormais s'exprimer. C'est pourquoi c'est une élection présidentielle.

Ce n'est pas une élection législative. Ni de région. Quelques fussent la force et la noblesse et le courage de ceux et celles qui portent ces combats. Une élection qui parle à la France de son destin. Cette vision, je la garderai toujours au coeur. C'est ainsi que je souhaite vous parler de notre modèle social. En quatre ou cinq chapitres simples. D'abord, l'État porte une responsabilité dans la défense du modèle social français. Je sais combien certains souhaiteraient que nous tournions cette page. L'État, parce qu'il est l'expression de la volonté des citoyens, doit être reconnu dans sa légitimité à défendre son modèle social. Il commence à l'école. L'école n'est pas seulement un lieu d'éducation et de savoir. C'est la clef du lien social, de la cohésion nationale. A chaque Français, la République dit : "Par l'école, tu auras ta chance !" Nous avons à garantir cette chance. Je souhaite que nous allions plus loin encore. "Tu auras ta chance. Si tu échoues, tu auras une deuxième chance." Que l'on dise à tous, on ne vous laissera jamais tomber.

J'étais heureux que Jean-Marie Cavada s'exprime avant moi. Il a écrit un livre très beau. Une Marche dans le Siècle. Il y raconte une histoire formidable, la sienne. Un petit garçon qui perd tout. Ses parents. Il n'a plus de famille. Il est recueilli par une autre famille. Il devient le plus grand journaliste de télévision en France. Quand je lisais le livre de Jean-Marie Cavada, je pensais à tout cela. Je pensais à l'école. Je pensais que c'est ainsi une grande fierté de vivre dans un pays capable de tendre la main à un petit garçon, après tout immigré, de lui offrir la chance de sa vie. De le porter ainsi jusqu'aux plus hautes responsabilités. Tout cela commence à l'école.

"D'où que tu viennes, quelle que soit ton histoire, même si tu viens de loin, même si tu n'as pas la chance qu'ont les autres, il y a dans le village ou dans le quartier une maison pour toi. Dont la charge sera de toujours te donner le bagage nécessaire pour ce long voyage de la vie." Je prends l'engagement devant vous, élu président de la République, de faire de l'école le premier recours du projet républicain français. Parce que je sais bien ce que l'école représente pour les plus favorisés. Je sais encore mieux ce qu'elle signifie pour ceux qui n'ont pas toutes les chances au départ. Pour les plus favorisés, il y a une ambiance que l'on respire à la maison. Il y a la bibliothèque, les livres que l'on peut lire. Pour ceux qui arrivent de plus loin, pour ceux qui ne parlent même pas la langue du pays, pour ceux dont on sait que ce n'est pas toujours facile autour de soi, à la maison, l'école est leur seule chance.

Je veux ainsi que nous arrêtions de faire de l'école le bouc-émissaire des problèmes de la société française. Au lieu de la critiquer sans cesse, honorons-la ! Soutenons-la !

Une histoire, en passant : j'étais ministre de l'Éducation nationale. Tracassé par une question, même si cela fut une des plus belles périodes de ma vie publique. Je pensais que l'on nous explique sans cesse que tout se joue à la maison, et d'ailleurs, cela se joue peut-être trop à la maison. Pourtant, des enfants de milieux défavorisés réussissent. Et des enfants baignant dans un environnement plus propice à la réussite échouent. Comment cela peut-il exister ? Où est la clef ? Nous avons commandé une étude. Son résultat éclaira d'un jour nouveau mon rapport à l'école et l'éducation. Cette étude nous disait : réussissent les enfants dont les parents soutiennent, honorent, chérissent l'école. Échouent les enfants dont les parents la rejettent. Ce qui est vrai pour une famille est aussi vrai pour un pays, réfléchissez-y profondément ! L'école joue pleinement son rôle dans les pays où elle est mise en valeur. Si nous la laissons tomber, elle faillira dans sa mission. Nous avons besoin d'une école respectée, honorée. Pas d'une école sans cesse décriée, foulée aux pieds.

C'est ainsi que je souhaite contracter avec l'école de la République un pacte nouveau. Avec ceux qui la font vivre. Nous prenons, l'État, la République, l'engagement de vous aider. De vous comprendre. De vous soutenir. Nous irons plus loin encore, malgré la situation budgétaire difficile dans laquelle nous sommes : nous garantirons sur le long terme les moyens de l'école. Nous prenons l'engagement ferme de faire de l'école un lieu protégé. Un lieu calme et paisible. Deux jeunes

femmes ont été agressées hier dans la Marne, au sein même de l'enceinte scolaire. Dans des écoles aussi sensibles, il n'est pas inacceptable que le portail soit fermé. Que ce lieu privilégié de vie ne soit pas ouvert à tous les vents. Qu'on le défende et le protège. Il fut un temps où l'on m'a accusé de vouloir sanctuariser l'école. Je suis chaque jour troublé quand je visite des quartiers difficiles, peuplés de gens du Maghreb. Quand je rencontre des parents, des femmes mères de famille qui élèvent seules leurs enfants, je suis saisi de les entendre, elles musulmanes, souvent pratiquantes, m'expliquer qu'elles prennent désormais la décision de scolariser leurs enfants dans l'univers privé catholique. Elles me disent que seuls ces lieux garantissent la sécurité. Je souhaite que l'école de la République garantisse cette sécurité. Je veux que l'école publique de notre pays, pas seulement l'école privée dont je vois avec bonheur qu'elle réussit aussi sur ce point, soit un lieu sécurisé et sécurisant. Où les enseignants, les élèves, le savoir soient en sécurité. Cela aussi, c'est la loi du plus juste, pas celle du plus fort.

Ainsi, je m'adresse aux enseignants, non avec à la bouche des citations de Jaurès, Blum ou Mendès. Avec l'affection que j'ai pour eux. Vous avez parfois eu le sentiment d'être l'arrière-garde de nos préoccupations. Le dernier carré abandonné le soir d'une bataille. Je prends l'engagement de faire de vous tous l'avant-garde de la République. Vous aurez deux défis immenses à relever. Nous nous engageons de vous respecter, de vous protéger. Vous aurez la charge de faire entrer en sixième des enfants qui sachent lire, écrire et compter. Le deuxième défi sera que partout sur le territoire de la République, si un enfant possède la vocation, le courage, la puissance de travail, l'intelligence, s'il est en capacité de réussir, il aura droit à l'excellence. Partout. Je veux l'écriture, la lecture partout. Je veux l'excellence partout. Ce sera ce double défi que nous relèverons ensemble, vous et nous, République et enseignants. Un nouveau contrat pour l'école.

Deuxième chapitre de notre contrat républicain. Les banlieues. Si je devais pointer le plus grand échec de la République française, je désignerais les quartiers difficiles. Nous ne trouvons même plus de mot pour en parler. Avant, nous avions "banlieue". Mais ce mot, même si l'on remonte à son étymologie, ne nous en dit pas quelque chose de valorisant. Ceux qui sont relégués. Poussés loin. Puis, le mot "zone" est apparu. Les ZEP, les ZUP, tout ce que nous avons comme sigles dans cette République, incompréhensibles pour le commun des mortels, commençant par "zone". C'est un mot vilain. C'est la définition d'un territoire par sa ceinture. Le mot grec qui nous a légué la zone signifie ceinture. On n'ose plus parler du territoire en question. On le désigne par sa périphérie. Qui n'est pas non plus un mot très agréable. Il nous reste "quartier". C'est ce mot que je garderai, malgré ma prévention à son égard. Nous avons fait de nos quartiers des ghettos. Par une faute politique. Dont on ne parle jamais. Cette situation française est unique. Elle n'existe nulle part ailleurs. Nos décideurs, après la guerre, en union avec les urbanistes, ont décidé que les mêmes devaient aller avec les mêmes.

Je me souviens de quelqu'un que j'ai beaucoup aimé. Eugène Claudius-Petit. Il avait été à 24 ans, le plus jeune ouvrier, puis dessinateur, compagnon du Tour de France, mais surtout le plus jeune membre du Conseil national de la Résistance. Cet homme était mon ami, j'étais heureux de l'écouter. Il avait été ministre de la Reconstruction. Il me disait souvent : "Tu vois, nous avons rencontré la ségrégation le jour où nous avons inventé l'ascenseur. Dans les quartiers d'autrefois, dans les maisons des villes d'autrefois, la mixité sociale, c'était la loi." Les concierges habitaient au rez-de-chaussée. Les familles nobles logeaient au premier. Les plus pauvres montaient au septième. L'escalier servait de lieu de rencontre et de classement social. Mais on vivait dans les mêmes maisons. Le jour où apparut l'ascenseur, les gens se sont séparés.

Aujourd'hui, je veux réintroduire de la mixité sociale dans les quartiers. Ce fut une grande erreur politique de faire de la concentration sociale. Nous devons donc imposer du logement social dans tous les programmes de logement, y compris ceux de prestige. Je ne fais pas uniquement référence à la loi SRU qui gêne tant dans les Hauts-de-Seine avec moins de deux pour cent de logements

sociaux dans certaines de ses communes. Il ne s'agit plus aujourd'hui simplement de logement social, nous devons introduire aussi un logement ultra-social dans chaque programme d'habitat soumis à permis de construire. Dans le même temps, nous sommes dans l'obligation d'offrir du logement pour les classes moyennes. Ainsi que les classes moyennes supérieures. Partout, nous devons réhabiliter la mixité sociale.

Le logement implique de pouvoir se déplacer. On me faisait récemment remarquer que Clichy-sous-Bois est à quinze kilomètres de Paris. Lille est à deux cents kilomètres de Paris. Il faut une heure et demie pour aller à Clichy-sous-Bois. Une heure en Tgv suffit pour se rendre à Lille. C'est dire à quel point nous avons oublié de relier, d'organiser, le lien, le transport physique entre les quartiers et les centres-villes. Simplement pour que la vie change. Que l'on puisse ainsi découvrir d'autres horizons. Je souhaite donc un programme de transports négocié avec les collectivités locales en direction des quartiers qui sont de fait aujourd'hui des quartiers fermés.

Une troisième idée que je voudrais défendre, qui pourra sembler baroque, à laquelle je tiens car elle est essentielle : dans ces quartiers en difficulté, combien, on ne sait même plus, 400, 500, 600 peut-être, quartiers de zone, abandonnés, sans chance, je pense que nous devons organiser le retour de l'État. Il est présent en masse partout où cela se passe bien. Il se montre dans toute sa force dans les VI^{ème}, VII^{ème} arrondissements. Vous avez là foison, légion, pléthore de gyrophares, d'uniformes, de drapeaux, l'État dans toute sa majesté, dans toute sa forme. L'État est hyper-présent dans le centre-ville de Bordeaux. De Lyon. Dans une grande ville que je ne nommerai pas, je traversais le nez au vent, au milieu de travaux gigantesques. Je demandai alors à qui étaient destinés ces travaux. L'on me répondit que le siège du Conseil général s'agrandissait. Que le siège du Conseil régional s'agrandissait. Alors, pour ne pas être en reste, le siège de la Préfecture s'agrandissait aussi. Un des effets collatéraux de la Décentralisation... C'est une chronique ordinaire de la gabegie de l'utilisation des deniers publics aujourd'hui en France. Une part des déficits que nous connaissons actuellement se trouve dans ces pharaoniques dépenses.

L'État se montre là où tout va bien. Il déçoit quand ça va mal. Il est totalement absent dans les banlieues. Dans les zones rurales en voie d'abandon. Je propose que l'on inverse le mouvement. L'État doit s'alléger là où ça va bien, et se renforcer là où ça va mal. Quand je dis l'État, je ne dis pas seulement l'État répressif -encore que je reste persuadé que nous avons besoin d'une police de proximité que Jean-Christophe Lagarde appelle une police fidélisée, une police qui soit capable d'interpeller les gamins en les appelant par leur prénom, non pas d'arriver en camion avec parfois des caméras pour des opérations coup de poing venant de l'extérieur, parce que cela crée de l'affrontement, c'est une erreur- mais un État de services publics. Avec des fonctionnaires présents dans les quartiers. Avec des fonctionnaires si possible habitant dans ces quartiers. Avec des recrutements dédiés aux quartiers pour qu'ils soient stables dans le temps, pas seulement des périodes transitoires, généralement en début de carrière les tous premiers temps. Après quoi la seule idée qu'on a, c'est de partir, et on s'en va.

Je souhaite donc une Autorité de l'État dans chacun des quartiers en difficulté de France. Présente, assise, et non itinérante, passagère.

La République avait inventé les sous-préfets dans tous les arrondissements pour coordonner les actions de l'État. Nous devons imaginer qu'il y aura désormais un sous-préfet dans chacun des quartiers de la République française, avec une administration, avec obligation de résidence. Je suis prêt à recruter ces hommes et ces femmes qui représenteront l'État, qui rentreront ainsi dans la Fonction publique, et je l'espère, dans la Haute fonction publique, parmi les hommes et les femmes de ces quartiers qui connaissent les habitants des endroits où ils vivent. Des gens qui seront capables de donner le meilleur d'eux-mêmes pour que l'État reconquiert la place qu'il n'aurait jamais dû laisser. Le retour de la République, le retour de l'État dans les quartiers et les zones.

En face de cet État, bienveillant mais pas dupe, il nous faut aussi de la démocratie. Je demanderai donc que dans chacun de ces quartiers, des conseils de quartier soient élus qui se réuniront sous l'autorité du Maire en présence du sous-préfet représentant l'État pour que ces deux autorités ayant légitimité républicaine soient en prise directe avec une France qui a désormais vocation à se réunifier. Je défendrai une idée abandonnée par beaucoup, que nous sommes les premiers à avoir remise sur la table, une idée de brassage républicain : un service civique universel de six mois à partir de dix-huit ans. Parce que je suis persuadé que nous avons commis une erreur en abandonnant le service militaire. Il était injuste dans sa conception. Il n'en était qu'un certain nombre qui l'effectuait. Injuste et inadapté. Au lieu de l'abandonner complètement, il aurait fallu proposer une démarche différente, universelle, humaniste et humanitaire pour que tout le monde le fasse. Les garçons et les filles. Les riches et les pauvres.

Il est indispensable, pour tout le monde. A aménager selon les endroits, a arranger s'il le faut. Mais on doit réintroduire son idée dans la République. Une période de sa vie où l'on sorte de son univers familial, de son petit ghetto. Qu'ils soient de riches ou de pauvres, les uns étant d'égale gravité que les autres. Chacun doit découvrir une autre sensibilité de la France. Il est indispensable d'y apprendre des choses utiles. A sa vie, à sa place dans la société. Les gestes élémentaires de premiers secours, par exemple. Cela ne semble guère, mais c'est un bagage que l'on porte avec soi toute sa vie. Qui peut permettre à des moments cruciaux d'être celui ou celle par qui la vie est sauvée. Apprendre.

Apprendre que recevoir, c'est bien, apprendre aussi que donner, c'est formidable.

Je ne veux pas oublier un chapitre qui m'est cher : la souffrance sociale. Nous avons passé l'après-midi dans un hôpital psychiatrique. Il y a en France un grand problème de la médecine psychiatrique. Le secteur de la santé mentale se sent abandonné. Les soignants ont le sentiment de vivre dans l'abandon. Parfois, les malades aussi ne trouvent plus de place dans cette société. La République s'honorerait de respecter les plans innombrables qu'elle a signés sur ce sujet, de faire en sorte que les femmes et les hommes qui nous préservent des accidents, des drames de la vie, soient soutenus, honorés, respectés et aidés comme je le demandais tout à l'heure pour les enseignants.

La montre avance. Je veux aborder le chapitre de l'exclusion. Nous avons il y a cinq ans un millions de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion. Aujourd'hui, ils sont un million trois cents mille. Une augmentation de trente pour cent en cinq ans. De ces femmes, de ces hommes, de ces souffrances quotidiennes, on en parle mal. Ils seraient coupables de leur propre sort. 387 euros par mois quand on est célibataire, ce n'est un sort enviable pour personne. Nous ne devons pas oublier ces gens. Plus des deux-tiers de ces bénéficiaires des minimas sociaux ne sont pas comptés dans les statistiques du chômage. Un chiffre incroyable. Valérie Létard a beaucoup œuvré sur le sujet. Elle s'est demandée pour quelles raisons il existait ainsi un tel piège du revenu minimum d'insertion. Des gens qui n'osent plus sortir de chez eux parce qu'ils n'osent pas avouer à leurs proches, à leurs voisins la réalité de leur situation, se trouvent en perte d'estime de soi. Ils n'osent même plus considérer qu'ils méritent eux aussi la reconnaissance de leurs semblables. La clef de ce piège réside dans ce système tellement stupide que nous avons concocté, que lorsqu'un travail arrive, il entraîne de telles difficultés, de telles dépenses, de telles pertes d'avantages divers et variés que l'on est conduit de refuser l'emploi.

Je propose donc que toute personne qui choisit le travail plutôt que l'assistance doit trouver dans le travail un gain plutôt qu'une perte. S'il y a perte, qu'elle soit compensée. Je préfère dépenser de l'argent dans le travail des Français plutôt que de les voir s'enfoncer dans l'exclusion. Le revenu doit être le même lorsque vous décidez de travailler. Avec les avantages précédemment acquis. Apl, Edf, Cmu, etc.

Cela impose une simplification drastique dans les administrations. Que toutes ces aides diverses et variées soient unifiées en une allocation sociale unique qui tiendra compte de la situation de chacun. Que cette aide soit cumulable de manière dégressive avec la reprise d'emploi et que, pour la décision d'attribution de ces aides, l'emploi compte plus que l'assistance.

L'assistance est un piège. Nous avons pris le parti d'indemniser l'exclusion plutôt que de la combattre. Des chèques plutôt que d'essayer de sortir ces personnes de ces situations d'exclusion où elles se trouvent. Je propose donc un plan de lutte contre l'exclusion. A toute personne aujourd'hui réduite à l'inactivité qui a les capacités physiques ou mentales nécessaires, je veux qu'en plus du modeste mandat qu'on lui verse mensuellement, on lui offre une activité au service de la société. Une activité indemnisée. Dans une collectivité locale ou une association. Que cette activité nouvelle ouverte à ces centaines de milliers de personnes rencontre le nombre immense des besoins non satisfaits parce que non rentables, dans la société française. La simple présence, la surveillance, le coup de main qu'on se donnait auparavant entre voisins, les compétences qu'on échangeait, on doit les retrouver dans cette nouvelle société de solidarité. La nouvelle société de la loi du plus juste.

Ainsi, dans cette activité dite universelle, les fins de mois s'améliorent, un peu, mais pas simplement. La femme, l'homme se regardent autrement. Un immense effort de la Nation est conduit pour sortir de l'isolement et de la pauvreté rampante deux millions de personnes qui n'étaient plus reconnues dans leurs compétences : "Tu as des compétences, je te reconnais en tant que personne." Des enfants ont besoin qu'on les accompagne, qu'on les surveille, qu'on les aide dans leurs devoirs. Des mamans ont besoin qu'on les dépanne. Des personnes âgées. Qu'on les aide, mais qu'on réapprenne à les regarder aussi. Elles ont besoin qu'on les entende. Qu'on leur parle.

La société française est devenue une société de solitude. Nous devons rebâtir une société où l'on entende, où l'on regarde. Même et avant tout ceux qui sont seuls. C'est un idéal admirable de société nouvelle à construire ensemble. Les familles aussi y trouveront leur compte. Au lieu d'une société d'indifférence, je veux une société de solidarité et de fraternité. Je sais que cela coûte. Mais tous ceux qui repartiront, qui retrouveront une estime de soi en même temps qu'une activité, seront sauvés, seront debout, de nouveau dans la société "normale", dans la société des hommes. Peu à peu, ils trouveront un marche-pied vers l'emploi que nous multiplierons par ailleurs. Je veux l'activité universelle comme socle de ce plan de lutte contre l'exclusion dont la France a le plus urgent besoin.

Je finirai avec ce dernier chapitre. Un chapitre beaucoup plus institutionnel, cependant qu'il nous est aussi nécessaire que ce plan contre l'exclusion. Je pense qu'il nous faut, je le dis dans cette ville de Bordeaux qui abrita Chaban, l'homme de la Nouvelle société, l'homme qu'accompagna longtemps Jacques Delors, une démocratie sociale qui change les habitudes en France. Au lieu d'une décision politique prise de manière verticale, s'imposant à tous sans discussion, je propose que l'État, le Parlement, les hommes et les femmes politiques de ce pays considèrent qu'ils ont face à eux une société également légitime. Je demande donc qu'il y ait en matière sociale des négociations dans toute décision. De la préparation en toute chose. On ne pourra plus voter une loi au Parlement sans l'avoir déposée trois mois auparavant devant les partenaires sociaux. Qu'il n'y ait plus de surprise. Que chacun, chacune puisse donner l'avis qui lui semble bon.

Je souhaite que la France reconstruise la légitimité de la société face à celle de l'État. Les historiens savent que ce chapitre remonte à l'époque de la Révolution française. La loi Le Chapelier qui supprima toutes les corporations, fut instituée par les Jacobins. Cette loi fut la colonne vertébrale de l'esprit sociétal français pendant deux siècles : l'État en haut, le citoyen solitaire en bas. Je souhaite que l'on reconstruise l'architecture qui liait les deux parties. Nous devrions retrouver des corps intermédiaires. Reconnus. Organisés. Capables d'exprimer en face de l'État la compétence des

citoyens. La volonté, l'expérience par exemple des professionnels, par exemple des salariés, par exemple des indépendants et des chefs d'entreprise. Tous ceux qui n'ont pas ou plus à recevoir de leçons de l'État en matière d'initiative, en matière de métier, en matière de vie.

Nous proposerons donc, dans ce cadre, à tous les médecins une nouvelle organisation régionalisée de la Sécurité sociale. Il y a un instrument en France que chacun oublie, qui est destiné à tout cela, dont personne ne se sert. C'est le Conseil économique et social. Il fut institué pour toute cette charpente de la société française, avant qu'on ne s'en serve plus que pour recaser des chanteuses en mal de succès. Je propose donc une réforme du Conseil économique et social.

Ce nouveau contrat social, ce nouveau contrat républicain, cette France où la loi qui régnerait serait celle du plus juste, non du plus fort, cette France où la parole du pays portée vers l'extérieur, cette France-là défend un modèle de société auquel beaucoup d'autres peuples pourront se référer. Cette France est une France reconstruite. C'est une France qui retrouve sa vocation. Son Histoire. Sa grandeur. Sa simplicité. Sa légitimité.

J'ai été très heureux de partager ce moment avec vous. Il signifie énormément pour moi. Que notre pays retrouve un bien précieux qui lui manquait depuis longtemps : il a retrouvé l'espoir.

Je vous remercie.